



OFFICE OF THE PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER  
BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Le 28 avril 2020

L'honorable François-Philippe Champagne, Ministre  
Affaires mondiales du Canada  
125, promenade Sussex  
Immeuble Lester B Pearson Tour A  
Ottawa (Ontario) K1A 0G2

François-Philippe.Champagne@international.gc.ca

Demande d'information : IR0467

Monsieur le Ministre,

Comme vous le savez sans doute, le directeur parlementaire du budget (DPB) fournit au Sénat et à la Chambre des communes, de façon indépendante et non partisane, des analyses sur des questions relatives aux finances et à l'économie canadiennes, les budgets de dépenses et à certains autres documents, ainsi qu'au coût de certaines mesures. Dans l'exercice de ce mandat, je dois souvent obtenir des renseignements détenus par les ministères et les sociétés d'État. Conformément à l'article 79.4 de la *Loi sur le Parlement du Canada*, mon bureau a le pouvoir de prendre connaissance, gratuitement et en temps opportun – sous réserve d'exceptions limitées – des renseignements exigés.

Je procède actuellement à une analyse en vertu de l'alinéa 79.2(1)b) de la Loi sur le Parlement du Canada, qui confère au DPB le mandat de préparer des rapports sur les questions qui revêtent une importance particulière à l'égard des finances ou de l'économie du pays et qui sont mentionnées dans le plan de travail annuel.

Pour cette analyse, j'aimerais obtenir des données sur les mesures prises par votre organisation en réponse à la COVID-19. Plus précisément, je souhaite obtenir des données sur les mesures suivantes.

- Rapatriement de Canadiens
  - Le nombre de Canadiens rapatriés.
  - Les montants en dollars associés au rapatriement.
  
- Programme de prêts d'urgence COVID-19 pour les Canadiens à l'étranger
  - Le nombre de prêts accordés.
  - Le montant des prêts.
  - Les dispositions correspondantes pour les pertes comptabilisées découlant des prêts par année financière.

Idéalement, je souhaiterais que ces données soient fournies sur une base hebdomadaire. Toutefois, si cela n'est pas possible, veuillez fournir ces données aussi souvent que possible.

Afin de fournir des analyses aux parlementaires dans des délais raisonnables, je vous demande de me fournir ces renseignements au plus tard le **15 mai 2020**. Si l'accès aux renseignements demandés ne peut pas être accordé avant cette date, vous ou votre sous-ministre devez m'en aviser aussitôt que possible.

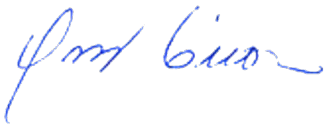
Si vous ou votre personnel avez des questions concernant cette demande d'information, vous pouvez communiquer directement avec l'analyste responsable, Jill Giswold ([Jill.Giswold@parl.gc.ca](mailto:Jill.Giswold@parl.gc.ca), 613-297-3856).

Vous trouverez ci-joint un formulaire de réponse. Vous devez le remplir et nous le renvoyer d'ici le 15 mai 2020, peu importe que vous nous fournissiez l'information demandée ou non. Si vous refusez de donner accès aux renseignements demandés vous ou votre sous-ministre devrez fournir par écrit les raisons justifiant le refus, comme l'exige l'article 79.41 de la *Loi sur le Parlement du Canada*.

La lettre de réponse sera affichée sur le site Web du DPB et, par conséquent, ne devrait pas porter la mention « confidentiel ». Veuillez donc joindre les renseignements demandés séparément. Si ceux-ci sont considérés confidentiels, prière de l'indiquer clairement, soit sur le fichier électronique, soit sur la version papier selon le cas.

L'objectif principal du DPB sont de fournir des analyses rapides et efficaces au Sénat et à la Chambre des communes, et ainsi promouvoir une plus grande transparence budgétaire et une meilleure reddition de comptes. Ceci repose, en grande partie, sur un libre accès, en temps opportun, à l'information de qualité détenue par les ministères. Ce faisant, vous nous aidez à mieux servir le Sénat, la Chambre des communes, les sénateurs et les députés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.



Yves Giroux  
Directeur parlementaire du budget

c. c. Antoine Brunelle-Côté, Bureau du Conseil privé, Secrétaire adjoint du Cabinet; Secrétariat de liaison de politique macroéconomique  
Marta Morgan, Sous-ministre, Affaires mondiales du Canada, Affaires étrangères

Pièce jointe : Formulaire de réponse pour IR0467